

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 20 MARS 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 23/132 CONVENTION TRIPARTITE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS CONSENTIE AU PROFIT DE LA S.A.S. COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV) PAR LA CCIV ET LA METROPOLE TPM POUR DES SURFACES DE HANGAR ET AUVENT SUR LA ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DE BREGAILLON		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/132

BUREAU DU 20 MARS 2023

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE D'AUTORISATION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSTITUTIVE DE
DROITS REELS CONSENTIE AU PROFIT DE LA S.A.S.
COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV) PAR
LA CCIV ET LA METROPOLE TPM POUR DES
SURFACES DE HANGAR ET AUVENT SUR LA ZONE
INDUSTRIALO-PORTUAIRE DE BREGAILLON**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var dénommée désormais Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var portant Autorisation d'Occupation Temporaire constitutive de droits réels au bénéfice de la société Comptoir Général Maritime Varois (CGMV),

VU le projet d'Autorisation d'Occupation Temporaire constitutive de droits réels ci-annexé,

CONSIDERANT que le 3 mai 2021, la S.A.S. Comptoir Général Maritime Varois (CGMV) a formulé une Manifestation d'Intérêt Spontanée pour l'occupation de 5 800 m² de hangars et auvent sur la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer pour ses activités de manutention portuaire,

CONSIDERANT qu'à la suite de cette Manifestation d'Intérêt Spontanée et afin de satisfaire aux dispositions des articles L.2121-1 et L.2122-1-4 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) et d'assurer la transparence et l'égalité de traitement des candidats potentiels à l'occupation du domaine public, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var, concessionnaire, a publié un Avis de Publicité préalable à la délivrance d'un titre d'occupation temporaire du domaine public et que d'autre part, aucune autre sollicitation n'a émergé sur la période de cette publicité,

CONSIDERANT que la concession d'outillage public et de terre-pleins consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulon et du Var expirera en 2025,

CONSIDERANT que l'Autorisation d'Occupation Temporaire au bénéfice de la S.A.S. Comptoir Général Maritime Varois (CGMV) prendra fin le 31 août 2043,

CONSIDERANT dès lors qu'il convient d'établir une convention tripartite entre la S.A.S. Comptoir Général Maritime Varois (CGMV), la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour cette mise à disposition,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'Autorisation d'Occupation Temporaire constitutive de droits réels avec la S.A.S. Comptoir Général Maritime Varois (CGMV) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var ci-annexée, ainsi que tout acte y afférent.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière pour la Métropole.

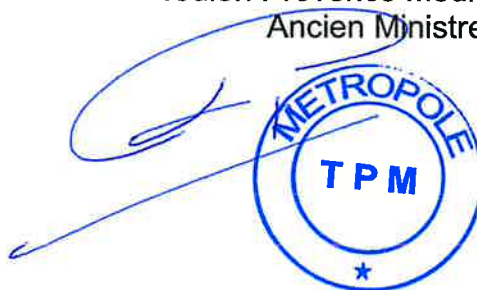
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS
(Hangar – ZIP de Brégaillon)



**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS**

N° 2021.006

Bénéficiaire : COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV)

Prise d'effet : 1^{er} septembre 2023

Durée : 20 ans

Localisation : Zone industrialo-portuaire de Brégaillon

ENTRE

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE ET TERRITORIALE DU VAR

Etablissement Public créé par Ordonnance du 13 Juin 1833, régi par les dispositions du titre premier du livre septième du code de commerce,

Domiciliée en son hôtel sis à Toulon, 236 Boulevard Maréchal Leclerc,

Agissant en qualité de Concessionnaire des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce réglementé par le cahier des charges annexé à l'arrêté Ministériel du 24 Janvier 1956 modifié par avenants,

Représentée par Monsieur Basil GERTIS, en sa qualité de Président résultant de la décision prise par l'Assemblée Générale dans sa séance du 23 novembre 2021, dûment habilité aux présentes par délibérations successives de l'Assemblée Générale consultée par voie électronique du 6 au 9 juillet 2021 et en sa séance du 31 mai 2023,

Ci-après dénommée "le Concessionnaire",

ET

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Créée par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017,

Domiciliée en son Hôtel sis 107, bd Henri Fabre à Toulon - CS 30536 – 83041 Cedex 9,

Représentée par Monsieur Hubert FALCO, en sa qualité de Président de la Métropole, dûment habilité aux présentes, en vertu de la décision du Bureau Métropolitain en date du,

Ci-après dénommée "le Concédant", "l'Autorité Concédante",

ET

Raison sociale	COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS (CGMV)
Forme juridique / Capital social	Société par Actions Simplifiée à associé Unique au capital social de 40 000,00 Euros
N° SIREN/SIRET	441 656 212 - RCS de Toulon
Adresse du siège social	Zone Portuaire de Brégaillon – 83500 La Seyne-Sur-Mer
Nom et qualité du Représentant légal, signataire	Monsieur Pascal PONSART, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée "Le Bénéficiaire",

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

Il est convenu ce qui suit :

Au préalable, les parties se sont accordées sur les définitions et désignations suivantes :

« **CONCESSIONNAIRE** » : La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var en sa qualité de Concessionnaire, pour la durée de son Contrat de Concession ;

« **CONCEDANT** »

« **AUTORITE**

CONCEDANTE » :

désigne la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

« **OCCUPATION** » :

désigne la mise à disposition d'une installation à usage privatif ;

« **PORTS DE TOULON** » :

désigne indifféremment les plateformes portuaires et ports suivants :

- Port de commerce de Toulon Côte d'Azur (TCA) ;
- Zone Industriale Portuaire de Brégaillon ;
- Môle Marepolis ;
- Bois Sacré.

« **REDEVANCE DOMANIALE** » :

désigne la redevance due en contrepartie de l'occupation du domaine public.
Elle peut être constituée d'une part fixe et d'une part variable ;

« **TARIF D'OUTILLAGE PUBLIC** » :

désigne le recueil des tarifs appliqués par le Concessionnaire et issu d'une procédure tarifaire régulièrement instruite.

Les termes « **BENEFICIAIRE** » et « **AUTORISATION** » peuvent être utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel.

PREAMBULE :

Par arrêté Ministériel en date du 24 janvier 1956, l'Etat, propriétaire des ports de Toulon, a confié à la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var la gestion des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce, règlementé par le cahier des charges modifié par voie d'avenant.

En application des dispositions du cahier des charges de la concession, modifié par voie d'avenant, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var est autorisée à accorder, sur le domaine public dont elle est Concessionnaire, des autorisations d'activité et/ou d'occupation du domaine public assorties du paiement d'une redevance et dans le respect des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

En l'espèce, la société COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS, ayant pour activité la manutention portuaire et le trafic de marchandises diverses, bénéficie d'une autorisation d'occupation temporaire qui lui a été consentie afin d'occuper des surfaces de hangar et auvent situées sur le terminal exploitation de la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon.

Aux fins de poursuivre le développement de l'activité commerce, maintenir l'emploi des dockers professionnels et concrétiser les projets en cours, cette dernière a manifesté spontanément son intérêt d'occuper des hangars couverts en bord à quai, et notamment un hangar supplémentaire de 2 800 m² occupé par la société VICAT.

A la lecture du dossier technique présenté, la CGMV souhaite investir en urgence et aspire à s'inscrire dans une démarche de transition énergétique qui va nécessiter aussi de lourds investissements.

A la suite de cette manifestation d'intérêt spontanée, et dans le respect des règles de la mise en concurrence et de transparence, la CCI du Var a publié une annonce foncière sur le site internet des Ports de la Rade de Toulon pour une durée d'un mois.

La publicité préalable à la délivrance de ce titre ayant été régulièrement respectée, il a donc été décidé, à cet effet, d'accorder à la société CGMV une autorisation d'occupation temporaire selon les clauses et conditions énoncées ci-après.

PREMIERE PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION

ARTICLE PRELIMINAIRE. CARACTERE TRIPARTITE

La durée de l'autorisation d'occupation allant au-delà de la durée de la concession dévolue au Concessionnaire qui prendra fin le 31 décembre 2025, la présente est conclue de manière tripartite avec le Concédant afin de garantir les droits et obligations de chacune des parties et d'acter l'accord du Concédant sur cette durée. A l'expiration de la concession évoquée ci-avant, le Concédant et/ou le nouveau Concessionnaire se substitueront de plein droit dans les droits et obligations du Concessionnaire au titre de la présente convention, qui se poursuivra jusqu'à son terme.

ARTICLE 1. OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels a pour objet de définir les conditions particulières et générales dans lesquelles le Bénéficiaire est autorisé à occuper, sous le régime des Autorisations d'Occupation Temporaire du domaine public, à titre précaire et révocable, des installations situées sur le domaine public du Concessionnaire et à y exercer une ou plusieurs activités.

ARTICLE 2. DESIGNATION DES INSTALLATIONS MISES A DISPOSITION

Le Concessionnaire autorise le Bénéficiaire à occuper les installations désignées ci-après et délimitées sur le plan ci-annexé (**Annexe n° 1 : Plan de situation des lieux concernés**) :

ZIP DE BREGAILLON		
<i>Localisation</i>	<i>Nature des installations</i>	<i>Superficie</i>
Terminal Exploitation	Hangar	1 800 m ²
Terminal Exploitation	Auvent	1 200 m ²
Terminal Exploitation	Hangar	2 800 m ²
TOTAL		5 800 m ²

ARTICLE 3. AUTORISATION D'ACTIVITES

Les installations précitées sont mises à disposition du Bénéficiaire, lequel est autorisé à y exercer les activités suivantes à l'exception de toutes autres activités :

Manutention portuaire et trafic de marchandises diverses

Tout changement ou adjonction d'activité du Bénéficiaire est interdit sans autorisation préalable et écrite du Concessionnaire.

A défaut, la présente autorisation pourra être révoquée par le Concessionnaire, dans les conditions prévues aux présentes.

ARTICLE 4. CONDITION SUSPENSIVE

SANS OBJET

ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIERES

1. Redevance domaniale :

En contrepartie de l'autorisation d'occuper les installations mises à disposition aux termes de la présente autorisation, le Bénéficiaire versera au Concessionnaire une redevance d'occupation.

- Redevance d'occupation pour les surfaces hangar :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

TOP EMTC valeur 2023

Titre 12 – 1) a) – Hangar central / Auvent : 4,00 € HT/m²/mois,

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 5 800 m² : **278 400,00 € HT /an**

A cette somme s'ajoutera la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

- Redevance de surveillance et gardiennage :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

TOP EMTC valeur 2023

Titre 15 – 1) c) – Pour le contrôle d'accès de la ZNLA de Brégaillon Nord : 0,21 € HT/m²/mois,

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 5 800 m² : **14 616,00 € HT /an**

A cette somme s'ajoutera la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

2. Charges communes :

SANS OBJET

3. Prestations individuelles :

En sus des redevances mentionnées ci-avant, il est rappelé que le Bénéficiaire prend en charge les coûts des prestations individuelles liées à son occupation, dont les consommations et leur fourniture, la TVA au taux en vigueur ainsi que les impôts et taxes foncières tels que prévus aux présentes.

La responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ne peut être recherchée en cas d'interruption ou de perturbation survenant dans la fourniture de la prestation et résultant notamment de travaux ou de modifications exécutés sur les réseaux et installations dans l'intérêt de l'aménagement, de l'équipement, ou de l'exploitation du Port, ou dans le cas de force majeure.

4. Application du Tarif d'Outillage Public :

En tout état de cause, le Concessionnaire est tenu d'appliquer les dispositions du Tarif d'Outillage Public (TOP) à l'ensemble des prestations et services fournis.

5. Garantie de paiement :

- a) Le Bénéficiaire devra au jour de la signature des présentes remettre au Concessionnaire, en garantie du paiement de la redevance et de la bonne exécution des clauses et conditions de la présente autorisation, un dépôt de garantie correspondant à deux trimestres de redevance domaniale toutes taxes comprises (TTC), à savoir **175 809,60 Euros**.

Ce dépôt de garantie, non productif d'intérêt, sera réactualisé par le Bénéficiaire en cas de modification des conditions financières et/ou des conditions d'occupation.

Le dépôt de garantie peut être remplacé par la constitution d'une garantie à première demande.

- b) En cas de défaut de paiement, le Concessionnaire adressera au Bénéficiaire une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de s'acquitter des sommes dues sous 15 jours à compter de la réception de celle-ci.

Passé ce délai le Concessionnaire affectera le montant du dépôt de garantie ou mettra en jeu la garantie à première demande fournie à hauteur des sommes dues.

- c) Cette garantie devra être reconstituée intégralement dans un délai de 30 jours, à réception de la mise en demeure qui sera adressée par le Concessionnaire au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, sous peine de révocation de plein droit de la présente autorisation.

6. Révision :

La redevance d'occupation et la redevance de surveillance et gardiennage, telles que définies ci-avant, seront révisées chaque année en fonction de la variation du tarif d'outillage public applicable.

7. Conditions de Règlement

Les sommes dues au Concessionnaire au titre de la redevance d'occupation sont facturées d'avance trimestriellement.

En cas de retard dans le règlement d'une somme quelconque due au Concessionnaire dans le cadre de la présente autorisation, toute somme échue portera intérêt à un taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur, sous réserve de tous autres droits et recours.

L'intérêt sera dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante.

En cas d'occupation après résiliation ou non renouvellement de l'autorisation, en sus des pénalités prévues aux présentes, la redevance reste due pour la durée d'occupation, à titre d'indemnité pour le Concessionnaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

Sauf dans le cas de résiliation dans l'intérêt général, les redevances payées d'avance par le Bénéficiaire resteront acquises au Concessionnaire, sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 6. DUREE

La présente autorisation est accordée à compter du 1^{er} septembre 2023 pour une durée de 20 ans.

Néanmoins, l'une ou l'autre des parties aura la faculté de faire connaître son intention de résilier la présente en adressant à l'autre partie une lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant l'arrivée du terme.

A l'issue de la présente autorisation, le Bénéficiaire sera tenu de libérer les lieux.

ARTICLE 7. AMENAGEMENTS AUTORISES

La présente autorisation accorde la faculté d'installer une trémie dépoussiérante avec une bande transporteuse capotée qui alimenterait les hangars, de monter des filtres anti-poussière dans le hangar occupé par la société VICAT de 2 800 m² et d'installer des rideaux coulissants qui fermeront ce hangar (**cf. Annexe n°4 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés**).

En parallèle, et afin de minimiser l'impact de leurs opérations sur l'environnement, la société CGMV s'engage dans une démarche de transition énergétique en adhérant au projet HYNVAR et prévoit de passer leurs matériels de manutention de l'énergie GNR à l'énergie Hydrogène.

Tous les investissements envisagés représenteront un montant total de 3 220 000,00 Euros (**cf. Annexe n°5 : Coût des travaux par grands postes de dépenses**).

Le Bénéficiaire aura l'obligation de fournir un Décompte Général Définitif des travaux signé attestant la réalisation desdits travaux prévus.

Les Parties s'engagent à se rencontrer si le calendrier initialement prévu n'était pas respecté.

Dans l'hypothèse où aucun accord n'aurait été trouvé, la présente autorisation sera résiliée de plein droit.

ARTICLE 8. DROIT REEL

La présente autorisation est constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP).

Ces droits réels portent sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier, énoncés à l'article 7 de la présente, réalisés par le Bénéficiaire.

En application de l'article L.2122-8 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), les droits réels conférés ne peuvent être hypothéqués que pour garantir les emprunts contractés par le Bénéficiaire de la présente autorisation en vue de financer la réalisation desdits ouvrages et installations de caractère immobilier situés sur la dépendance domaniale occupée.

Ces hypothèques prendront fin au plus tard à l'expiration de la présente autorisation.

La convention, ayant un caractère conférant des droits réels, sera déposée au rang des minutes des Notaires pour être publiée au bureau des hypothèques aux frais de Bénéficiaire. Ce dernier aura également à sa charge les frais de formalité de publicité foncière à la conservation des hypothèques dans les formes et conditions réglementaires.

Les frais du présent acte, et ceux qui en seront la suite, sont à la charge du Bénéficiaire.

DEUXIEME PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

ARTICLE 9. CONDITIONS GENERALES

1. Les installations doivent être occupées et exploitées sans discontinuité.
2. La présente autorisation est conclue sous le régime des occupations du domaine public. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Sauf dispositions expresses contraires, la présente autorisation échappe aux règles en matière de location, notamment à la législation relative notamment aux baux ruraux et aux baux professionnels ou d'habitation.

Concernant les baux commerciaux et notamment l'exploitation de fonds de commerce sur le domaine public, ces derniers sont présumés inexistantes sauf à apporter la preuve de l'existence d'une clientèle propre.

3. Les Lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, aux installations classées, à l'urbanisme, à la police et d'une manière générale les lois et règlements applicables, en particulier le code des transports et le règlement de police du port, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.
4. Le Bénéficiaire occupe et exploite les installations désignées ci-avant sous sa responsabilité et à ses risques et périls et fait son affaire de l'obtention et du maintien de toutes les éventuelles autorisations administratives nécessaires à cette exploitation.

ARTICLE 10. CARACTERE PERSONNEL DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel. Le Bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité, les biens mis à sa disposition.

En conséquence, la présente autorisation ainsi que les biens sur lesquels porte cette dernière ne pourront en aucun cas faire l'objet ni de location, ni de cession, ni de mutation tant à titre onéreux qu'à titre gratuit.

L'utilisation des lieux par un tiers constitue une violation des règles régissant l'occupation du domaine public et entraîne la révocation de la présente autorisation dans les conditions énoncées aux présentes.

En cas de cession non autorisée, le Bénéficiaire restera solidairement responsable des conséquences de l'occupation.

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance du Concessionnaire dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation, tout fait quel qu'il soit, notamment tout usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits du Concessionnaire.

ARTICLE 11. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente autorisation et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élections de domicile pour le Concessionnaire et pour le Concédant en leur Hôtel à Toulon et pour le Bénéficiaire à l'adresse de son siège social.

Chaque partie informera l'autre de tout changement de domicile susceptible d'intervenir.

ARTICLE 12. EXCLUSIVITE

La présente autorisation accordée ne confère aucune exclusivité au Bénéficiaire.

Le Concessionnaire conserve la possibilité de délivrer ultérieurement des autorisations ayant un objet similaire avec tout autre opérateur.

ARTICLE 13. INTERDICTION DE PUBLICITE

A défaut d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du Concessionnaire, il est interdit au Bénéficiaire de procéder à de l'affichage publicitaire quel qu'il soit sur l'emprise du domaine public qu'il occupe.

ARTICLE 14. AFFICHAGE DES TARIFS PRATIQUES

SANS OBJET

ARTICLE 15. ETAT DES LIEUX, EXPLOITATION, ENTRETIEN

1. Le Bénéficiaire prend les biens énoncés précédemment dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'autorisation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Concédant ou le Concessionnaire, ni réclamer aucune indemnité ni réduction de redevance pour quelque cause que ce soit.

Si nécessaire, les limites des surfaces affectées sont matérialisées, aux frais du Bénéficiaire.

2. Au moment de la prise de possession, un procès-verbal d'état des lieux, complété, si besoin est, par un inventaire, est dressé contradictoirement entre un représentant du Concessionnaire et un représentant du Bénéficiaire.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes ou mobiles de matériel ou de mobilier, effectuées ou imposées par le Bénéficiaire, des états des lieux et des inventaires complémentaires contradictoires sont établis

Des états des lieux et des inventaires sont dressés, dans les mêmes conditions en cas de départ du Bénéficiaire pour quelque cause que ce soit.

3. Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ne supportent aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des lieux.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations quelle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux ainsi que les biens mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Le Bénéficiaire doit maintenir les espaces occupés dans un bon état de propreté et d'entretien et les rendre en fin de la présente autorisation dans l'état dans lequel ils étaient à la date de l'état des lieux.

Le Bénéficiaire s'engage à entretenir en bon état de fonctionnement toutes les installations mises à disposition, telles que les climatiseurs et les installations électriques.
Ce dernier devra justifier d'un contrat de maintenance et délivrer tous les ans un certificat d'entretien et de conformité.

4. Le Bénéficiaire veille à la conservation des biens mis à sa disposition et s'engage à dénoncer immédiatement au Concessionnaire, toute usurpation, entreprise ou dommage, quels qu'en soient leurs auteurs, préjudiciable aux installations qu'il est autorisé à occuper.

D'une manière générale, le Bénéficiaire s'engage à se conformer aux usages et aux règlements en vigueur sur le domaine public maritime.

ARTICLE 16. OBSERVATIONS DES LOIS, REGLEMENTS, CONSIGNES PARTICULIERES ET MESURES DE POLICE

Le Bénéficiaire est tenu de se conformer aux lois, règlements et consignes en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art et aux dispositifs législatifs et réglementaires des sureté et de sécurités lui étant applicables, notamment, sans que cette liste ne soit ni exhaustive ni limitative :

- Aux lois et règlements d'ordre général et aux mesures de police générales ou spéciales, ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires ;
- Aux lois et règlements relatifs aux contrôles aux frontières et à la douane ;
- Aux lois et règlements sur les dépôts de matières dangereuses ;
- Aux lois et règlements concernant la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux lois et règlements relatifs à la protection de l'urbanisme et notamment aux dispositions applicables aux Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Aux lois et règlements fixant, pour le Bénéficiaire, les conditions d'exercice de sa profession et d'une manière générale de son activité ;
- À la réglementation en vigueur en matière de sûreté ;
- Aux lois et règlements en vigueur en matière sociale.

Le Bénéficiaire effectue, à ses frais, toutes les vérifications réglementaires afférentes aux installations ou équipements situés dans les biens lui appartenant ou mis à sa disposition. Le cas échéant, il met en œuvre tous les dispositifs lui permettant d'assurer la sureté et la sécurité des personnes et de ses installations. Il en tient une copie à disposition du Concessionnaire

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra réclamer au Concessionnaire une indemnité ou une réduction de redevance pour le motif que son activité subirait une entrave quelconque du fait des lois, règlements ou consignes visés au présent article.

Le Bénéficiaire

ARTICLE 17. PLANS DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Concessionnaire et le Concédant déclarent au vu des informations mises à leur disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle sont situés les installations, objets des présentes est concernée par un plan de prévention des risques naturels et technologiques.

Les parties sont informées que les terre-pleins, les enrochements et structures maritimes objets des présentes se situent en zone de sismicité 2 (faible) et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé (**Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**).

De même, le Concessionnaire et le Concédant déclarent qu'à leurs connaissances, les installations n'ont jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

ARTICLE 18. OUVRAGES, CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS A CARACTERE IMMOBILIER / APPROBATION PREALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX

Par principe, le Bénéficiaire n'est pas autorisé à réaliser des ouvrages, constructions ou installations à caractère immobilier sur les dépendances du domaine public mises à sa disposition aux termes des présentes, autres que ceux autorisés par l'article 7 précité.

Cependant, ce dernier s'engage à soumettre au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante, en vue de l'obtention de son autorisation préalable, les projets de travaux de toute nature tels que, adjonction, extension, modification des installations immobilières ou de mise en conformité qu'il entend réaliser.

Cette demande devra être accompagnée d'une description précise et chiffrée des travaux projetés.

Le dossier de projet comprendra les plans, notes de calcul, description des procédés d'exécution, mémoires et devis estimatifs ainsi que le programme de réalisation.

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra engager ces travaux sans l'accord écrit du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

L'accord donné sur les projets de travaux ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ni être considéré comme un engagement à délivrance d'un permis de construire.

Le Bénéficiaire devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettre à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 19. EXECUTION DES TRAVAUX ET CONTENU DES INSTALLATIONS FAISANT L'OBJET DE L'AUTORISATION

Le Bénéficiaire exécutera lui-même ou fera exécuter sous sa seule responsabilité par la personne de son choix les travaux ayant reçu les autorisations préalables du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante, conformément aux dispositions prévues aux conditions particulières.

Ces travaux seront effectués sous le contrôle des services du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

En fin de travaux, sera établi un procès-verbal de récolement, fait contradictoirement par le Bénéficiaire et le Concessionnaire.

En cas de réalisation par phases successives, et à la fin de chaque phase et en tout état de cause et au plus tard au moment de l'établissement du procès-verbal de récolement, le Bénéficiaire communiquera au Concessionnaire, un état comportant le coût hors taxes détaillé et justifié des diverses installations et leur date d'achèvement.

ARTICLE 20. EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE CONCESSIONNAIRE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, le Concessionnaire se réserve le droit de les faire exécuter partout où besoin est.

Dans ces éventualités, le Bénéficiaire ne peut ni s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre de ce fait à aucune indemnité ni réduction de redevance pour pertes, dommages, troubles de jouissance, préjudice commercial.

ARTICLE 21. REVOCATION ET RETRAIT DE L'AUTORISATION

1. Révocation pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire :

La présente autorisation est révoquée de plein droit en cas de violation par le Bénéficiaire de ses obligations contractuelles à l'égard du Concessionnaire, et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ou de toutes sommes pouvant être dues au titre de la présente autorisation,
- non-constitution ou reconstitution du cautionnement tel que prévue aux présentes,
- occupation partielle ou totale des terrains ou installations par un tiers non autorisé,
- location, cession partielle ou totale de l'autorisation,
- non-usage des terrains ou des installations établies pendant une durée de six mois consécutifs,
- changement ou adjonction d'activité non autorisée par le Concessionnaire.

La révocation intervient après simple mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet dans le délai imparti qui est de 2 mois. Elle est prononcée par le Concessionnaire sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux et a son plein effet à compter du jour de la notification de cette décision par lettre recommandée.

La révocation à titre de sanction prononce l'expulsion et fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux.

En cas de révocation, le Bénéficiaire non seulement ne peut prétendre à aucune indemnité mais encore toutes les sommes qui ont été versées par le Bénéficiaire au Concessionnaire resteront acquises par ce dernier à titre de dommages-intérêts sans préjudice des paiements à effectuer par lui de toutes sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire.

2. Résiliation :

La présente autorisation est résiliable de plein droit :

- en cas de dissolution de la société Bénéficiaire de la présente autorisation,
- au cas où le Bénéficiaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité professionnelle qui a motivé la présente autorisation,
- en cas de liquidation judiciaire à partir du jugement déclaratif. Les créanciers du Bénéficiaire ne pourront donc en aucun cas continuer l'exploitation des installations, directement ou par l'intermédiaire d'une personne de leur choix,
- en cas de condamnation pénale du Bénéficiaire,
- au cas où une décision administrative ou judiciaire ordonnerait la cessation temporaire ou définitive de l'exploitation,
- dans le cas prévu par l'article 1722 du Code civil.

La résiliation est prononcée par décision du Concessionnaire dès que l'événement qui motive cette mesure parvient à sa connaissance, sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux.

Elle a son plein effet, au gré du Concessionnaire, soit rétroactivement à compter de la date de l'événement motivant la résiliation, soit à la date d'expiration du délai imparti pour l'évacuation définitive des lieux occupés.

Dans ces cas de résiliation, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Après paiement de toutes les sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire, il a droit au remboursement des redevances payées d'avance.

3. Retrait pour cause d'intérêt général :

Le Concessionnaire ou l'Autorité Concédante pourra en outre retirer, en totalité ou en partie, la présente autorisation si l'intérêt général l'exige.

Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

Ce retrait pour cause d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Bénéficiaire qui sera néanmoins remboursé des redevances payées d'avance.

4. Retrait du fait du Bénéficiaire :

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant le terme de la présente autorisation, le Bénéficiaire se verra retirer le bénéfice de l'autorisation en notifiant sa demande au Concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Le retrait prononcé dans ces conditions ne donnera droit au Bénéficiaire à aucune indemnité. Les redevances payées d'avance au Concessionnaire lui resteront acquises sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

5. Dispositions générales :

Lorsque la révocation ou le retrait sera encouru pour quelque cause que ce soit, si le Bénéficiaire refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre d'une simple ordonnance de référé, rendue par le Président du Tribunal compétent, laquelle ordonnance sera exécutoire par provision et nonobstant appel.

ARTICLE 22. RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE ENVERS LE CONCESSIONNAIRE, L'AUTORITE CONCEDANTE ET LEURS ASSUREURS

1. Responsabilité pour dommages de toute nature (accidents, vols...)

Le Bénéficiaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'usage de la présente autorisation, peuvent survenir dans les locaux et installations mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à son personnel, soit à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, il renonce à tous recours contre l'Exploitant et l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs.

Le Bénéficiaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute personne dont il est civilement responsable, à l'occasion ou au cours de l'usage des autorisations quelles qu'en soient les victimes.

En outre, il garantit le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, pour lesdits dommages.

2. Dégâts des eaux

Le Bénéficiaire et ses assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dégâts des eaux, notamment par suite d'inondations, ruptures de canalisations ou dégâts quelconques causés par les eaux pluviales.

3. Responsabilité pour incendie et explosion

En cas d'incendie ou d'explosion survenant dans les biens qui lui sont attribués, le Bénéficiaire est responsable dans les conditions prévues au Code Civil, notamment dans son article 1733.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à leur matériel, à leur mobilier, à leurs marchandises,
- Garantissent le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à ses matériels, à ses biens mobiliers, à ses marchandises, de même qu'à tous objets mobiliers appartenant, soit à son personnel, soit à des tiers, se trouvant dans les lieux attribués.

Par le seul fait que l'autorisation d'occupation est accordée sans exonération de responsabilité du Bénéficiaire, en cas d'incendie, le Concessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits de l'assuré sans avoir à faire d'autres preuves que celles du fait matériel du sinistre et de la valeur des biens assurés et il pourra notifier aux frais du Bénéficiaire, tous les actes nécessaires pour faire produire son effet à cette subrogation.

Ne sont pas garanties par le Concessionnaire, les installations immobilières que le Bénéficiaire peut être autorisé à édifier ou à établir sur les terrains ou emplacements mis à sa disposition.

En cas de sinistre prenant naissance dans ces installations immobilières, la responsabilité du Bénéficiaire demeure entière aussi bien vis-à-vis du Concessionnaire qu'envers l'Autorité Concédante et les autres occupants du port.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire, l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs,
- Garantissent le Concessionnaire, l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages qui pourraient être occasionnés à ces biens immobiliers

ARTICLE 23. ASSURANCE

Le Bénéficiaire devra souscrire :

- Une assurance dommages couvrant les installations qu'il occupe notamment contre le risque d'incendie,
- Une assurance responsabilité civile garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation et/ou exploitation des lieux, des travaux entrepris ou des activités qu'il poursuit.

En conséquence des obligations résultant du droit commun, le Bénéficiaire doit souscrire auprès de sociétés notoirement solvables, les assurances garantissant toutes responsabilités leur incombant en raison de leur occupation ou de leur exploitation et qu'ils peuvent encourir de leur propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit.

En ce qui concerne les risques locatifs demeurant à la charge du Bénéficiaire, les polices d'assurance sont souscrites pour une valeur toujours égale à celle des bâtiments, locaux, installations ou emplacements occupés, de même le cas échéant qu'à celle des matériels et mobiliers utilisés pouvant appartenir au Concessionnaire.

Le Bénéficiaire prendra l'initiative de réajuster les capitaux assurés de telle sorte que les risques soient toujours intégralement garantis.

Le Bénéficiaire communique au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante les polices ou attestations d'assurances nécessaires et justifient du paiement des primes afférentes. Ces polices d'assurance doivent obligatoirement stipuler :

- Que les occupants et leurs assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire, l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, et les garantissent contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, dans les conditions exposées aux articles précédents,
- Que les assureurs ont pris connaissance de la présente autorisation,
- Que les assureurs doivent aviser le Concessionnaire de toutes suspensions, limitations, réductions ou résiliations de garanties et ne peuvent se prévaloir de la déchéance des occupants que trente jours francs après qu'elle ait été notifiée à l'Exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 24. SORT DES INSTALLATIONS A L'ISSUE DE L'AUTORISATION

1. A la cessation de l'occupation, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire est tenu d'évacuer les lieux occupés et de les remettre dans leur état primitif. La remise en état des lieux ne donne droit à paiement d'aucune indemnité au Bénéficiaire.
2. En application de l'article L2122-9 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Concessionnaire en accord avec l'Autorité Concédante, peut décider de conserver le bénéfice de toutes constructions, installations et améliorations existant à la fin de l'occupation.
Dans cette hypothèse, ces dernières seront incorporées automatiquement au domaine public, sans que l'Autorité Concédante ou le Concessionnaire soient tenus au versement d'aucune indemnité.
3. En outre, sans préjudice de tous dommages et intérêts en sa faveur, le Concessionnaire a le droit, sans aucune formalité préalable, de débarrasser les lieux occupés des installations mobilières pouvant s'y trouver, de déposer les matériels, mobiliers, marchandises, denrées et autres objets dans un lieu public et au besoin, de faire procéder à la vente de ces biens par un officier public, conformément à la loi, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire.

Le Concessionnaire a également le droit de faire procéder, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire, à toute démolition des installations immobilières qu'il ne désire pas conserver et à tous travaux destinés à assurer la remise des lieux dans leur état primitif.

4. A compter de la date fixée pour l'évacuation définitive des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer au Concessionnaire des pénalités de retard dans les conditions prévues aux présentes.

ARTICLE 25. PENALITES POUR RETARD DANS LA LIBERATION DES LIEUX

A compter de la date fixée pour l'évacuation des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer, en sus de la redevance d'occupation, sans mise en demeure préalable, par jour de retard à libérer les lieux ou à les remettre en état, une indemnité égale à 10 % de la redevance mensuelle fixe.

ARTICLE 26. REPRISE DU MATERIEL ET DU MOBILIER

A la cessation de l'occupation, quelle qu'en soit la cause, le Concessionnaire se réserve le droit d'exiger du Bénéficiaire qu'il rétrocède à son successeur les installations à caractère mobilier, le matériel et le mobilier lui appartenant, indispensables au maintien de l'exploitation autorisée. Le Concessionnaire peut même exiger cette rétrocession pour son compte, au cas où il décide de poursuivre lui-même l'exploitation considérée.

En cas de désaccord sur les conditions de la reprise, celles-ci sont fixées à l'avis d'experts, chaque partie désignant un expert.

A défaut d'entente, les parties pourront désigner un tiers-expert.

En aucun cas le Bénéficiaire ne peut exiger de son successeur ou du Concessionnaire une indemnité quelconque pour cession de droits ou d'éléments incorporels.

ARTICLE 27. IMPOTS, TAXES ET FRAIS

Le Bénéficiaire supporte tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts et taxes, y compris l'impôt foncier, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation.

Il fait en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code général des impôts.

En fin d'occupation, quelle qu'en soit la cause, avant tout enlèvement de mobilier, matériel ou marchandises, il doit justifier au Concessionnaire du paiement de tous impôts, contributions et taxes dont il est redevable.

ARTICLE 28. FIN NORMALE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation prendra fin de plein droit à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 29. JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu les autorisations d'occupation et d'utilisation accordées par le Concessionnaire sont de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 30. AVENANTS

La présente autorisation ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties.

ARTICLE 31. ANNEXES CONTRACTUELLES

Les annexes énoncées ci-après font parties intégrantes de la présente autorisation :

Annexe n° 1 : Plan de situation des lieux concernés

Annexe n° 2 : Extrait Kbis du Bénéficiaire

Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques

Annexe n°4 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés

Annexe n°5 : Coût des travaux par grands postes de dépenses

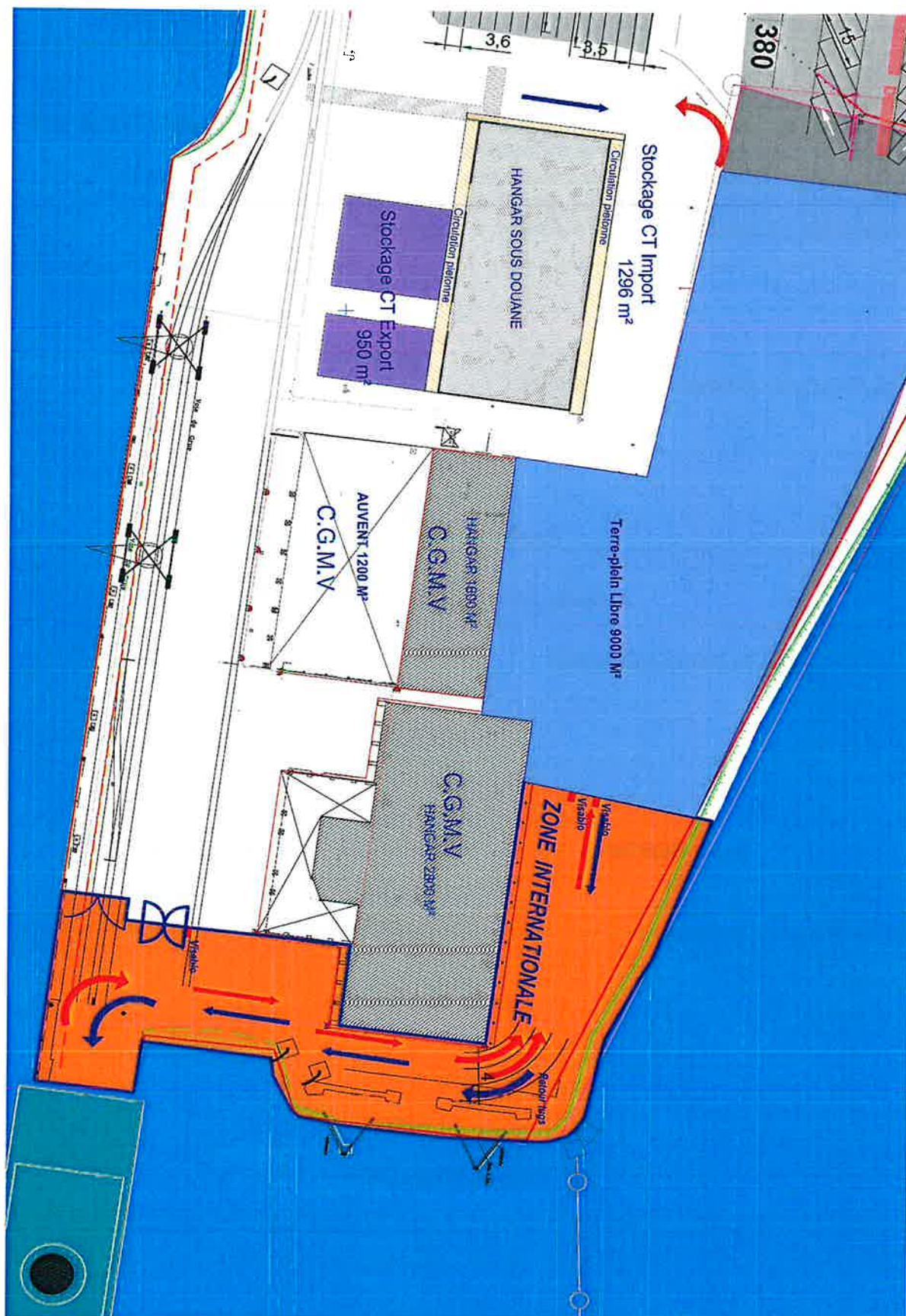
Annexe n°6 : Calendrier pour la réalisation des travaux

Fait en quatre exemplaires originaux.

Cachet et Signature :

A Toulon, le : _____	
Pour le Concessionnaire Basil GERTIS	Pour le Concédant Hubert FALCO
Pour le Bénéficiaire Pascal PONSART	

Annexe n° 1 : Plan de situation des lieux concernés



Annexe n° 2 : Extrait Kbis du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire

Annexe n° 3 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques

Le Bénéficiaire

Annexe n°4 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés

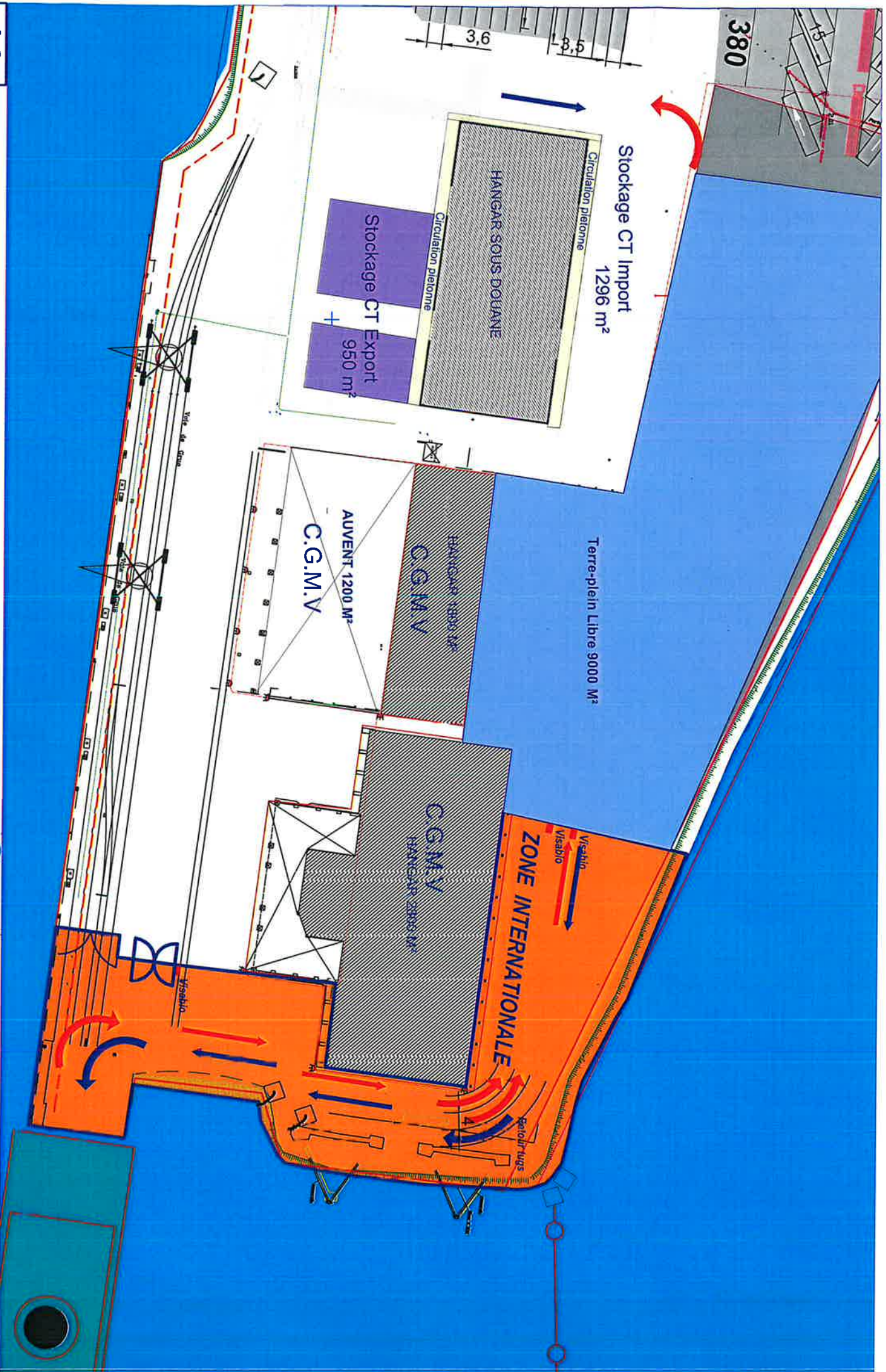
Le Bénéficiaire

Annexe n°5 : Coût des travaux par grands postes de dépense

Le Bénéficiaire

Annexe n°6 : Calendrier pour la réalisation des travaux

Le Bénéficiaire



A 3

A.O.T. CGMV



Z.I.P. la SEYNE / BREGAILLON

Rédacteur B.DUMONTHIER 20/09/2021

D rection J.G.RAUD 1/800

VALIDATION

C.TAMBON

Annexe n°2 : Extrait Kbis du Bénéficiaire

Greffes du Tribunal de Commerce de Toulon
PALAIS LECTIERC
140 BD MARECHAL LECLERC
BP 509
83041 TOULON CEDEX 09
N° de gestion 2002B00513

Code de vérification : CT8d9acGuA
<https://www.infogreffe.fr/controler>



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS à jour au 20 septembre 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	441 656 212 R.C.S. Toulon
Date d'immatriculation	03/05/2002
Dénomination ou raison sociale	COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS
Sigle	CGMV
Forme juridique	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
Capital social	40 000,00 Euros
- Mention n° F22/023032 du 04/08/2022	Décision de non-dissolution de la société malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes constatées par décision en date du 30/06/2022.
Adresse du siège	PORT DE BREGAILLON 83500 La Seyne-sur-Mer
Activités principales	Agence Maritime, consignation, manutention, transit et douanes.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 03/05/2101
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Commissaire aux comptes titulaire	GRANT THORNTON
Dénomination	Société anonyme
Forme juridique	100 Rue de Courcelles 75017 Paris
Adresse	632 013 843 RCS Toulon
Immatriculation au RCS, numéro	

Président	PONSART Pascal
Nom, prénoms	Le 10/12/1973 à Malestroit (56)
Date et lieu de naissance	Française
Nationalité	15 Chemin de Caldana 06400 Cannes
Domicile personnel	

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	PORT DE BREGAILLON 83500 La Seyne-sur-Mer
Nom commercial	COMPTOIR GENERAL MARITIME VAROIS - CGMV
Activité(s) exercée(s)	Agence Maritime, consignation, manutention, transit et douanes.
Date de commencement d'activité	08/04/2002
Origine du fonds ou de l'activité	Achat
Mode d'exploitation	Exploitation directe
Précédent exploitant	
Dénomination	SDV LOGISTIQUE INTERNATIONALE
Numéro unique d'identification	552 088 536

PARAPHE

PP

Le Bénéficiaire

Greffé du Tribunal de Commerce de Toulon
PALAIS LECLERC
140 BD MARECHAL LECLERC
BP 509
83041 TOULON CEDEX 09
N° de gestion 2002B00513

IMMATRICULATION HORS RESSORT

R.C.S. Vienne

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

PARAPHE

RP

Le Bénéficiaire



ARRETE PREFECTORAL DDTM/SAD/BR-N°19-05-17 du 03 mai 2019
relatif à l'élaboration de l'état des risques et pollutions
de biens immobiliers

Commune de LA SEYNE-SUR-MER

LE PREFET DU VAR
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 à L.125-7, R.125-23 à R.125-27, R.563-4 et D.563-8-1 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2010-1254 relatif à la prévention des risques ;

Vu le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2011 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 août 2014 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2016 portant délégation de signature à M. David BARJON, directeur départemental des territoires et de la mer du Var, dans l'effet de signer, notamment, tous actes, documents administratifs, dans le cadre des missions relevant de sa direction ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le département du Var ;

Considérant l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires pour les terrains situés en secteur d'information sur les sols, en application de l'article L125-7 du code de l'environnement ;

Considérant la situation de terrains répertoriés, par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019, en secteur d'information sur les sols sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du 06 août 2014 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques et pollutions pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la fiche communale d'informations sur les risques et pollutions auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;
- l'arrêté de prescription du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) et ses arrêtés de prolongation du délai d'approbation ;
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune ;
- la fiche synthétique d'informations sur le risque sismique ;
- la fiche synthétique d'information liée aux secteurs d'information sur les sols (SIS) ;
- la fiche relative à la parcelle située en secteur d'information sur les sols (SIS) sur la commune ;
- l'adresse internet de la liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique ;
- l'adresse internet du site sur lequel il est possible de consulter l'arrêté préfectoral portant création des SIS sur le département du Var.

Ce dossier, avec les documents de référence mentionnés ci-dessus, est librement consultable en mairie et à la direction départementale des territoires et de la mer du Var.

Le dossier d'informations est accessible sur le site internet de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (rubrique : politiques publiques/prévention sécurité des-biens et-des personnes/risques naturels et technologiques).

ARTICLE 3 :

Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

Une copie du présent arrêté et le dossier d'information propre à la commune sont adressés à Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

ARTICLE 5 :

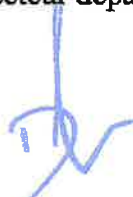
Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, soit d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Toulon, Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer et Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur départemental des territoires et de la mer du Var,



David BARJON



DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATIONS

ACQUÉREURS - LOCATAIRES

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

Préfecture du Var

Code postal : 83 500

Commune de LA-SEYNE-SUR-MER

Code INSEE : 83 126

Fiche communale d'information risques et pollutions
aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et sols pollués

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° DDTM/SAD/BR-n°19-05-17

du :

03/06/19

mis à jour le :

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

Ce PPR est prescrit et non encore approuvé :

Ce PPR est **approuvé** :

oui : ☐ non : ☒

oui : ☐ non : ☐

oui : ☐ non : ☐

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet *

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui : ☐ non : ☐
3. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [PPR m]

3.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR m

oui : ☐ non : ☒

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

consultable sur Internet *

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

oui : ☐ non : ☐
4. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [PPR t]

4.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

Ce PPR est prescrit et non encore approuvé :

Ce PPR est **approuvé** :

oui : ☒ non : ☐

PPR prescrit

date 01/03/13

Effets de surpression , thermiques,
aléa Toxiques et de projection

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

L'arrêté ministériel de prescription du 1^{er} mars 2013
Les arrêtés ministériels de prolongation de délai : 30/06/2014, 29/02/2016, 20/06/2017 et 21/02/2019

consultable sur Internet *

X

consultable sur Internet *

X

5. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Zone 1

Zone 2

X

Zone 3

Zone 4

Zone 5

Très faible :

faible :

modérée :

moyenne :

forte :

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

consultable sur Internet *

X

6. Situation de la commune au regard de la pollution de sols

La commune est située en secteur d'information sur les sols (SIS)

oui : ☒ non : ☐

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

L'Arrêté préfectoral du 26/04/2019 + les fiches annexées

consultable sur Internet *

X

pièces jointes

7. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

en application de l'article R125-26 du Code de l'environnement

les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont disponibles:

Périmètre d'étude du PPRT joint à l'arrêté ministériel du 1er mars 2013.

Pour les secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le lien :

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/anciens-sites-industriels-et-sols-pollues-r243.html>
8. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale les risques près de chez soi

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site <http://www.georisques.gouv.fr/> dans la rubrique : Connaître les risques près de chez soi

catastrophes naturelles nombre 11

catastrophes technologiques nombre

Date: mai 2019

Le préfet de département

site* www.var.gouv.fr

FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE

TECHNOLOGIQUE

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

I Le Plan de Prévention des Risques technologiques (P.P.R.T)

Un plan de prévention des risques technologiques relatif à la présence de la pyrotechnie principale de TOULON a été prescrit, par arrêté ministériel, le 1^{er} mars 2013 sur parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER. Son délai d'élaboration a été prolongé :

- par arrêté ministériel du 30 juin 2014, jusqu'au 1^{er} mars 2016 ;
- par arrêté ministériel du 29 février 2016, jusqu'au 1^{er} septembre 2017 ;
- par arrêté ministériel du 20 juin 2017, jusqu'au 1^{er} mars 2019 ;
- par arrêté ministériel du 21 février 2019, jusqu'au 1^{er} septembre 2020.

Le P.P.R. présente trois principaux objectifs qui visent à :

- agir sur l'urbanisation existante afin de protéger la population soumise au risque technologique;
- mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces établissements industriels à « hauts risques »;
- agir sur la maîtrise des risques à la source par la mise en œuvre de mesures supplémentaires

D'une façon générale, le P.P.R.T permet de constituer une connaissance du risque pour que chaque personne concernée soit informée et responsabilisée.

Il institue par ailleurs une réglementation minimum mais durable afin de garantir les mesures de prévention. C'est pour cela que le P.P.R. constitue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et elle s'impose notamment aux documents d'urbanisme (POS, PLU).

Le P.P.R. est l'outil qui permet d'afficher et de pérenniser la prévention. Il contient des informations sur les risques potentiels, la prévention, la réglementation et l'utilisation du sol. Il permet de limiter les dommages et d'améliorer la sécurité sur les biens et les personnes. Il fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants (dans un objectif de réduction de la vulnérabilité), à l'implantation de toute construction et installation, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toute activité.

II. Description sommaire du risque technologique:

Le site de la pyrotechnie principale de TOULON comprend des installations classées SEVESO seuil haut, classement qualifiant des installations à haut risque.

Du fait des dangers importants qu'il présente, ce site est soumis à un certain nombre de contraintes réglementaires, dont l'objectif prioritaire est la maîtrise du risque à la source.

Ainsi, certaines parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER, incluses dans le périmètre d'étude du PPRT, sont susceptibles d'être impactées par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

- L'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 prescrivant le PPRT et le périmètre d'études,
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1^{er} mars 2016,
- l'arrêté ministériel du 29 février 2016 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1^{er} septembre 2017,
- l'arrêté ministériel du 21 février 2019 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1^{er} septembre 2020,

sont joints à cette fiche.

III. Informations générales

<http://www.var.gouv.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/risques-technologiques-directive-seveso-et-loi-risques>

http://www.sigvar.org/frontblocks/risques/donnees_cartes_comunes_risques.php?ID_CODE_INSEE=92

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/plans-de-prevention-des-risques-technologiques-r1211.html>

Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : mai 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE

ARRÊTÉ

Prescription du plan de prévention des risques technologiques
de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires
des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la Défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-26 ;

VU le code de l'environnement, livre I^{er} - titre II relatif à l'information et à la participation des citoyens et notamment son article D.125-31 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU le code de l'environnement, livre V- titre I relatif aux installations classées et notamment les articles R.515-39 à R.515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie aux articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret ministériel du 30 juillet 2010 autorisant l'exploitation des installations implantées dans l'enceinte de la pyrotechnie principale de Toulon située sur le territoire des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

VU la décision n° 1790 du 7 juin 2006 du ministre de la défense classant la pyrotechnie principale de Toulon en opération secrète intéressant la défense nationale ;

VU l'étude de dangers jointe au dossier d'autorisation d'exploiter de mai 2008 et les informations complémentaires transmises le 19 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que la pyrotechnie principale de Toulon comprend des installations classées "AS" (autorisation avec servitudes) au sens de la nomenclature des installations classées et appartenant à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issue de l'étude de dangers de la pyrotechnie principale de Toulon, complétée par la liste des phénomènes dangereux transmise le 19 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que des parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), sont susceptibles d'être soumises aux effets de ces phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT la nécessité de limiter l'exposition des populations potentiellement impactées par des contraintes et des règles particulières en matière d'urbanisme, de construction et d'usage ;

SUR PROPOSITION de Madame la chef de l'Inspection des installations classées de la Défense

Arrête

ARTICLE 1^{ER} : Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prescrite sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Le périmètre d'étude du PPRT est délimité par la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte :

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

ARTICLE 3 : Services instructeurs

Une équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et de l'inspection des installations classées de la Défense élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1^{er}.

Les autres procédures relatives à l'établissement du plan de prévention des risques technologiques sont accomplies à la diligence du préfet du Var.

ARTICLE 4 : Personnes et organismes associés

Conformément à l'article L.515-22 du code de l'environnement, sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les personnes et organismes suivant :

- la commune de Toulon ;
- la commune d'Ollioules ;
- la commune de La Seyne-sur-Mer ;
- la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée ;
- le syndicat mixte du ScoT Provence Méditerranée ;
- le syndicat mixte Ports Toulon Provence ;
- le commandant de l'arrondissement maritime Méditerranée ;
- le commandant de la base navale de Toulon ;
- le colonel commandant le 519^{ème} GTM ;
- le directeur de l'établissement principal munitions Méditerranée ;
- la commission de suivi de site.

Deux réunions de travail au minimum sont organisées avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants. La première de ces réunions est tenue au début de la procédure, lorsque la superposition des cartes d'aléas et d'enjeux est disponible. La deuxième réunion est convoquée sur la base des premiers projets de note de présentation, zonage réglementaire et règlement.

D'autres réunions avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants peuvent être organisées à leur demande ou en tant que de besoin.

Ces réunions sont convoquées au moins dix jours avant la date prévue. Les compte rendus des réunions sont adressés sous quinzaine, pour observations, aux personnes et organismes associés. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les trente jours suivant la réception du compte rendu.

Le projet de plan de prévention des risques technologiques, éventuellement modifié pour tenir compte de la concertation, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de leur saisine, leur avis est réputé favorable.

ARTICLE 5 : Modalités de concertation

La concertation consiste en au moins deux réunions de la commission de suivi de site. La première comprend la présentation de l'arrêté de prescription du PPRT. La deuxième comprend la présentation du projet de plan de prévention des risques technologiques.

Les réunions de la commission de suivi de site ayant pour objet le plan de prévention des risques technologiques ne sont pas ouvertes au public. Le bilan de la concertation n'est pas rendu public.

Conformément à l'article R.515-50 alinéa III, pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, les mesures d'information et de consultation prévues au livre V titre Ier chapitre V section VI sous-section I du code de l'environnement ne sont pas effectuées et le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.


ARTICLE 7 : Délais

Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans les 18 mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration.

Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le ministre de la défense peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

ARTICLE 8 :

Le préfet du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var et la chef de l'inspection des installations classées de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

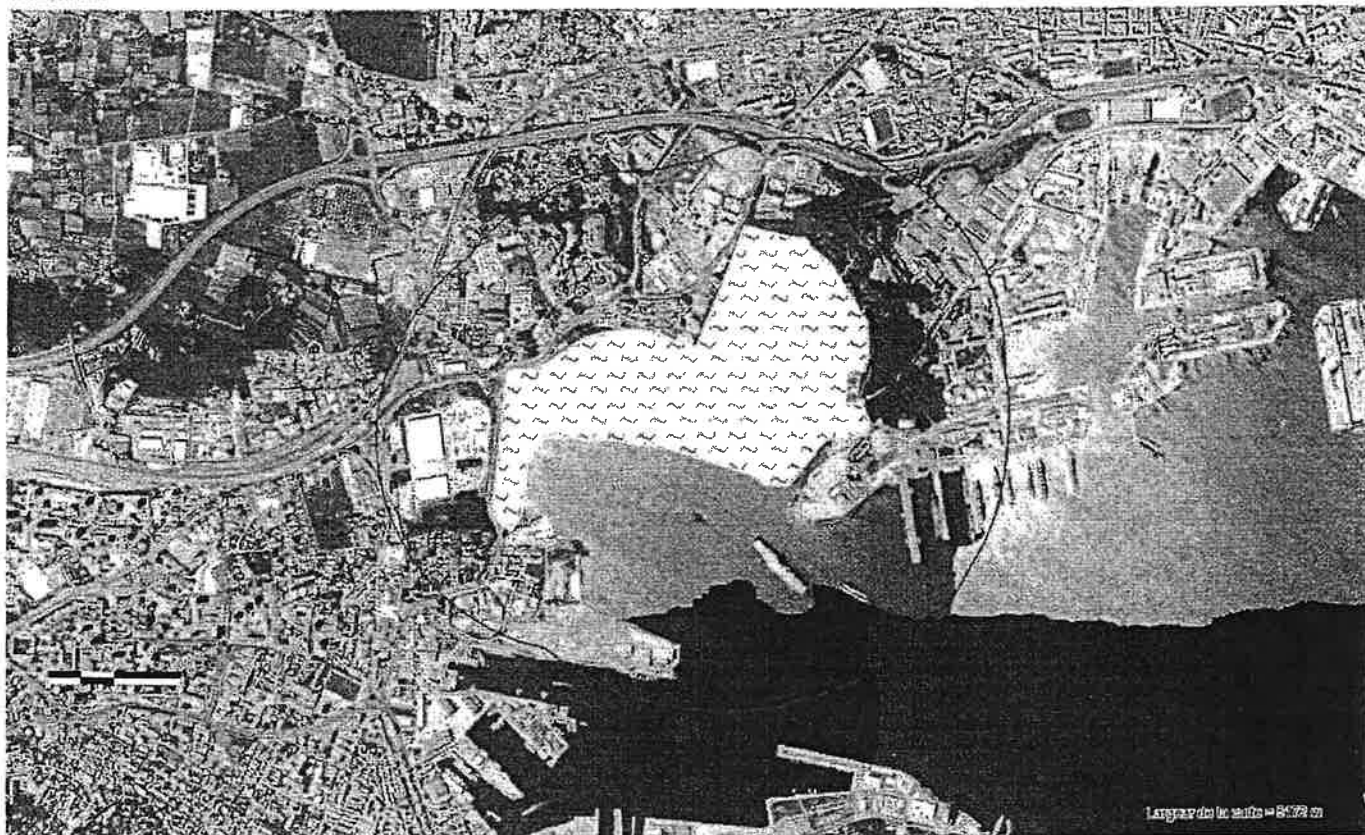
Fait à Paris le 01 MAR 2013
Pour le Ministre et par délégation L'administratrice civile hors classe
adjoins au sous-directeur
de l'immobilier et de l'environnement

Marie BCNMAKIEL-COULOUME

ANNEXE

Périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques
de la pyrotechnie principale de Toulon (département du Var).



PPRT de la pyrotechnie de Toulon (EPMu "Méditerranée")
Périmètre d'étude



Sources:

SIGMA

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE

Arrêté

de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

CONSIDERANT les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

CONSIDERANT les mesures complémentaires de réduction du risque à la source actées par le courrier de l'établissement principal des munitions "Méditerranée" en date du 21 mai 2013 ;

CONSIDERANT que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans le délai de dix-huit mois à compter de la date de l'arrêté de prescription ;

CONSIDERANT qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R. 515-40 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au **1^{er} mars 2016**.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et au bulletin officiel des armées.

Fait à Paris, le 30 JUIN 2014
L'ingénieur en chef des ponts
des eaux et des forêts
pour le ministre et par délégation
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement
Stanislas PROUVOST

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prorogeant le plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire qui figure dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

Arrête :

Art. 1^{er}. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1^{er} septembre 2017.

Art.2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} mars 2013 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologique autour de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Art. 3. Le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Var.

Art. 4. Cet arrêté sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le **29 FEV. 2016**

Pour le ministre de la défense et par délégation :

L'ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement



Stanislas PROUVOST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

La ministre des armées,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté n° 943/DEF/SGA/DMPA/SDIE/BENV du 30 juin 2014 de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon communes de Toulon, Ollioules et la Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 13 février 2017 portant nomination (administration centrale) ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées de la défense.

Arrête :

Art. 1er. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1^{er} mars 2019.

Art. 2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

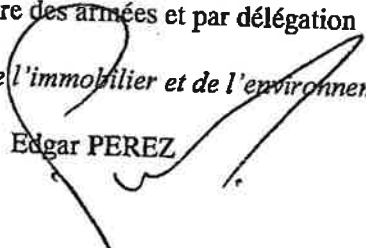
Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes concernées et au siège de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Art. 3. Le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art. 4. Cet arrêté sera publié *au Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 20 JUIN 2017

Pour la ministre des armées et par délégation
Le sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement,
Edgar PEREZ





MINISTÈRE DES ARMÉES

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

La ministre des armées,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté n° 943/DEF/SGA/DMPA/SDIE/BENV du 30 juin 2014 de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, commune de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2017 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées relevant des armées :

Arrête :

Art. 1^{er} .Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1^{er} septembre 2020.

Art.2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes concernées et au siège de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art.3. Le chef de l'inspection des installations classées relevant des armées, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art.4. Cet arrêté sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 21 février 2019

Pour la Trésorerie, et par délégation

Le sous-directeur de l'immobilier
et de l'environnement


Philippe DRESS

FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE SISMIQUE

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

I. Nature et caractéristique de l'aléa – intensité du risque

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur le long de failles en profondeur dans la croûte terrestre (rarement en surface). Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie stockée permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des réajustements des blocs au voisinage de la faille.

Un séisme est caractérisé par :

- **Son foyer** (ou hypocentre) : c'est l'endroit de la faille où commence la rupture et d'où partent les premières ondes sismiques.
- **Son épicentre** : point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer.
- **Sa magnitude** : intrinsèque à un séisme, elle traduit l'énergie libérée par le séisme. La plus connue est celle de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.
- **Son intensité** : qui mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective par des instruments, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu (dommages aux bâtiments notamment). On utilise habituellement l'échelle EMS98, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise (zone urbaine, désertique...). D'autre part, les conditions topographiques ou géologiques locales (particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent amplifier les mouvements sismiques du sol (effets de site), donc générer plus de dommages et ainsi augmenter l'intensité localement. Sans effets de site, l'intensité d'un séisme est habituellement maximale à l'épicentre et décroît quand on s'en éloigne.
- **La fréquence et la durée des vibrations** : ces 2 paramètres ont une incidence fondamentale sur les effets en surface.
- **La faille activée** (verticale ou inclinée) : elle peut se propager en surface.

Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes importants tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches ou des raz-de-marée (tsunamis : vague pouvant se propager à travers un océan entier et frapper des côtes situées à des milliers de kilomètres de l'épicentre de manière meurtrière et dévastatrice).

II. Le zonage sismique

L'analyse de la sismicité historique (à partir des témoignages et archives depuis 1000 ans), de la sismicité instrumentale (mesurée par des appareils) et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une commune, c'est-à-dire l'ampleur des mouvements sismiques attendus sur une période de temps donnée (aléa probabiliste).

Le nouveau zonage sismique de la France divise le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (article D563-8-1 du code de l'environnement). Ce classement est réalisé à l'échelle communale.

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.

Dans le VAR, toutes les communes sont classées en zones de sismicité 2 à 4 (carte annexée à cette fiche).

La commune de LA SEYNE-SUR-MER est située en zone 2, sismicité faible.

III. Les règles de construction parasismique

Le zonage sismique de la France impose (dans les zones 2, 3, 4 et 5) l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves et aux bâtiments existants dans le cas de certains travaux d'extension notamment.

Ces règles sont définies par les normes Eurocode 8, qui ont pour but d'assurer la protection des personnes contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions pour atteindre ce but.

En cas de secousse « nominale », c'est-à-dire avec une ampleur théorique maximale fixée selon chaque zone, la construction peut subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants.

En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les endommagements et, ainsi, les pertes économiques. Ces nouvelles règles sont applicables à partir de mai 2011 à tout type de construction.

Les principales références réglementaires concernent l'article L.563-1 du code de l'environnement, le décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les règles de classification issues de l'arrêté du 22 octobre 2010 sont synthétisées ci-après :

- catégorie d'importance I : bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée ;
- catégorie d'importance II : habitations individuelles, établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5, habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m, bureaux ou établissements commerciaux non ERP ($h \leq 28$ m, max. 300 pers.), bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes, parcs de stationnement ouverts au public ;

- catégorie d'importance III : ERP de catégories 1, 2 et 3, habitations collectives et bureaux de hauteur supérieure à 28 m, bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes, établissements sanitaires et sociaux, centres de production collective d'énergie, établissements scolaires ;
- catégorie d'importance IV : bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne, établissements de santé nécessaires à la gestion de crise, centres météorologiques.

Dans les zones de **sismicité faible (zone 2)**, les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories III et IV. Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret 2010-1254 du 22 octobre 2010).

Les grandes lignes de ces règles de construction parasismique sont :

- la prise en compte de la nature du sol et du mouvement du sol attendu,
- la qualité des matériaux utilisés,
- la conception générale de l'ouvrage (qui doit allier résistance et déformabilité),
- l'assemblage des différents éléments qui composent le bâtiment (chaînages),
- la bonne exécution des travaux.

IV. Les grands principes de construction parasismique

- fondations reliées entre elles,
- liaisonnement fondations-bâtiments-charpente,
- chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue,
- encadrement des ouvertures (portes, fenêtres),
- murs de refend,
- panneaux rigides,
- fixation de la charpente aux chaînages,
- triangulation de la charpente,
- chaînage sur les rampants,
- toiture rigide,

Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.

V. Informations générales

Le risque sismique : <http://www.georisques.gouv.fr/articles/le-risque-sismique>

Ma commune face au risque : <http://www.georisques.gouv.fr/index.php>

Plan séisme : <http://www.planseisme.fr>

Le Bureau Central Sismologique français (BCSF) : <http://www.franceseisme.fr>

Date d'élaboration de la fiche : avril 2011

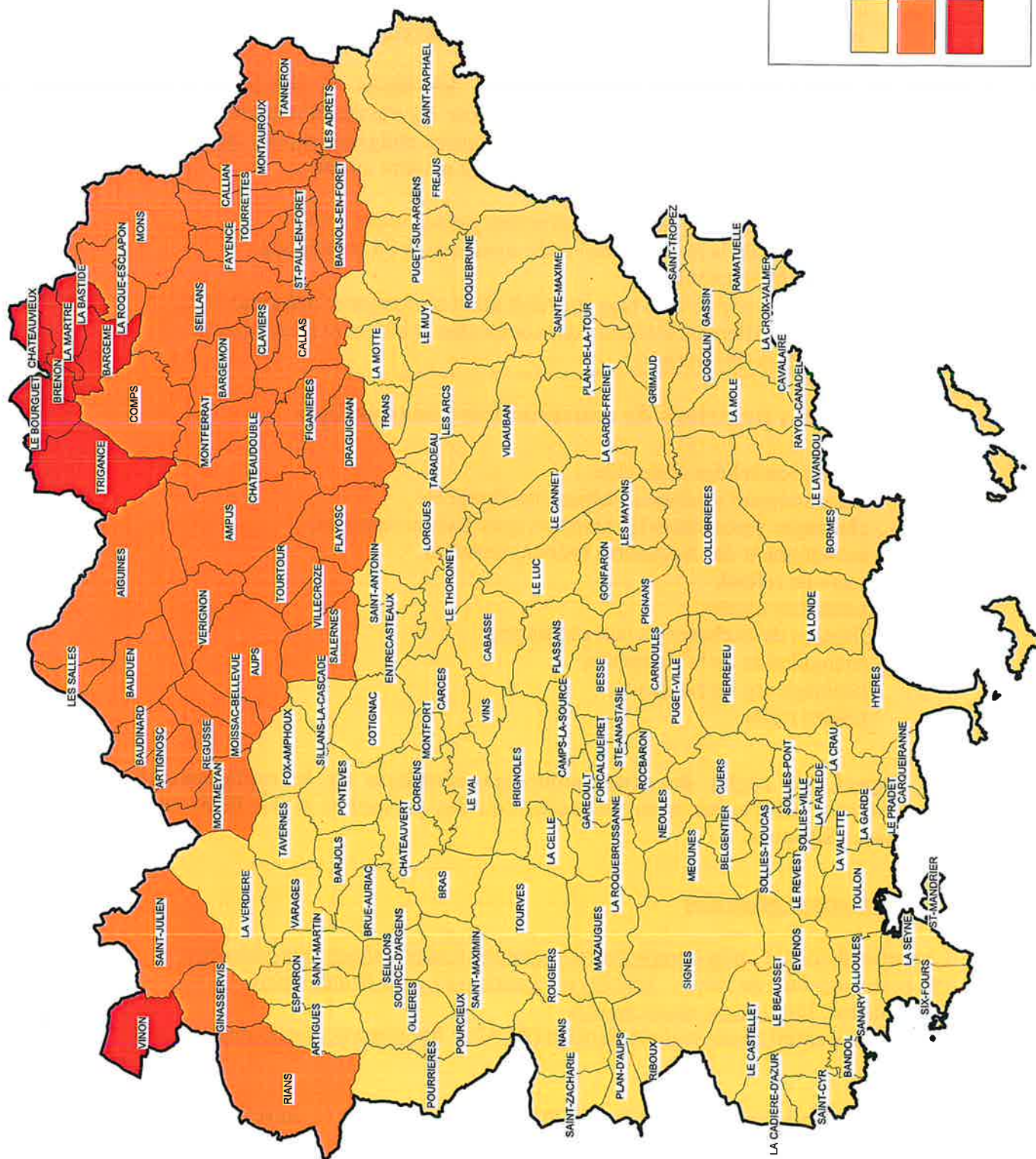
mise à jour : mai 2019

ZONES DE SISMICITE DU VAR

Décret du 22 octobre 2010



Direction
Départementale
des Territoires
et de la Mer



FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS
POUR LES SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

I. Présentation des Secteurs d'Information sur les sols ou SIS :

Les SIS comprennent les terrains où est avérée une pollution des sols consécutive à d'anciennes activités de type industrielles.

L'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 a porté création des secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le département du Var.

Cet arrêté recense, dans le Var, les terrains pour lesquels la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Ce dispositif est un outil d'information à destination des acquéreurs ou locataires afin que ces derniers soient conscients de l'état des sols des terrains qu'ils occupent ou souhaitent acheter.

Les SIS recensés sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER correspondent à :

L'ANCIENNE USINE A GAZ
L'ECOLE MATERNELLE JEAN JAURES
L'ANCIEN DEPOT PETROLIER TOTAL
LA RAFFINERIE DU MIDI – ANCIEN DEPOT PETROLIER

II. Les conséquences pour un terrain situé en SIS :

Afin de garantir l'absence de risque sanitaire pour les occupants des futures constructions, tout aménageur porteur d'un projet de construction (permis de construire ou d'aménager) devra prendre en compte, dès sa conception, le risque de pollution des sols et des eaux souterraines ainsi que les opérations de dépollution nécessaires pour rétablir la compatibilité entre l'état des sols et l'usage envisagé.

III. Consultation des SIS :

L'arrêté préfectoral portant création des SIS dans le département du Var est consultable sur le lien : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/anciens-sites-industriels-et-sols-pollues-r243.html>

VI. Informations générales :

Pour plus d'informations, consulter les liens :

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/les-secteurs-dinformations-des-sols-sis>

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/sis-secteur-dinformation-sur-les-sols>

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : mai 2019



Identification

Identifiant 83SIS06132
Nom usuel ANCIEN DEPOT PETROLIER TOTAL
Adresse Corniche du Bois Sacré
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 18/09/2012

Description du site:

Ancien DEPOT Pétrolier - Sté TOTAL à la SEYNE - 83-

Site d'un ancien dépôt pétrolier sur une superficie de 2,5 à 3 ha en zone industrielle, situé non loin du bord de mer et où était exploitée dès 1994, une usine de fabrication de briques de charbon.

Dans les années 1930 apparaît l'activité de stockage d'hydrocarbures liquides jusqu'à la fermeture du site en 1988. Trois plateformes ont été aménagées pour implanter les bacs de stockage et les installations de transvasement. Le volume des produits stockés avait une capacité de 27 000 m³. L'AP du 28/09/1972 a autorisé l'augmentation de capacité de 14 900m³ à 27 000m³.

Description qualitative :

Lors de la cessation d'activité, toutes les infrastructures existantes ont été enlevées (réservoirs de stockages, postes de transvasement) à l'exception des bâtiments. L'atteinte à l'environnement restant sur le site était due à la présence d'hydrocarbures dans les sols.

Une évaluation environnementale a été réalisée par la société TOTAL en 1993 et une proposition technique de réhabilitation a été présentée à l'administration en février 1995. Au vu de ces éléments, l'AP du 4/01/1996 a prescrit les objectifs et les modalités de réhabilitation du site pour un usage de type industriel. Les terres souillées par les Hydrocarbures ont été traitées par biodégradation sur place et celles marquées par les HAP incinérées en centre spécialisé.

Les compte-rendus de travaux fournis début 1998 par la société TOTAL, ont mis en évidence des difficultés d'évaluation des teneurs finales en hydrocarbures dans les sols. Aussi, des dispositions complémentaires ont été définies afin de procéder à la validation totale des travaux effectués. L'industriel a présenté en 2001, un bilan satisfaisant de l'état de la qualité des sols après traitement par biodégradation. Par ailleurs, les eaux de pompage récupérées au moment des excavations ont fait l'objet d'un traitement. Le procès verbal de récolement a été délivré le 9/10/2003. TOTAL a déposé un dossier de demande d'instruction de SUP en Septembre 2004.

Du fait de l'absence de nappe sensible, il n'y avait pas de suivi piézométrique effectué, au delà de celui réalisé pendant les travaux et qui n'a mis en évidence aucune anomalie.

Le terrain a fait l'objet d'un compromis de vente à la SAS CORNICHE DU BOIS SACRE en vue de la réalisation d'un ensemble d'immeuble. Un diagnostic de pollution des sols et une Etude Quantitative des Risques Sanitaires ont été effectués le 13/04/2012. Les résultats ont montré la présence ponctuelle de métaux (As, Cu, Hg, Pb, Zn) à des concentrations supérieures au bruit de fond géochimique; des anomalies en HCT et HAP dans les sols. Pas d'anomalies sur les eaux souterraines et on notera la présence ponctuelle de composés volatils dans les gaz du sol. L'EQRS a mis en évidence que pour le projet d'aménagement, les risques pour la santé humaines des futur usagés sont acceptables pour l'ensemble des scénarii étudiés.

Ce site ne nécessite plus d'actions de la part de l'administration et va basculer dans BASIAS.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0005	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=83_0005

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection Terrains concernés à risques gérés

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	936412.0 , 6226851.0 (Lambert 93)
Superficie totale	59380 m ²
Perimètre total	4053 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AR	1326	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	201	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	203	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	193	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	195	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	194	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	196	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	720	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	721	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	723	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	204	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	1349	31/07/2012

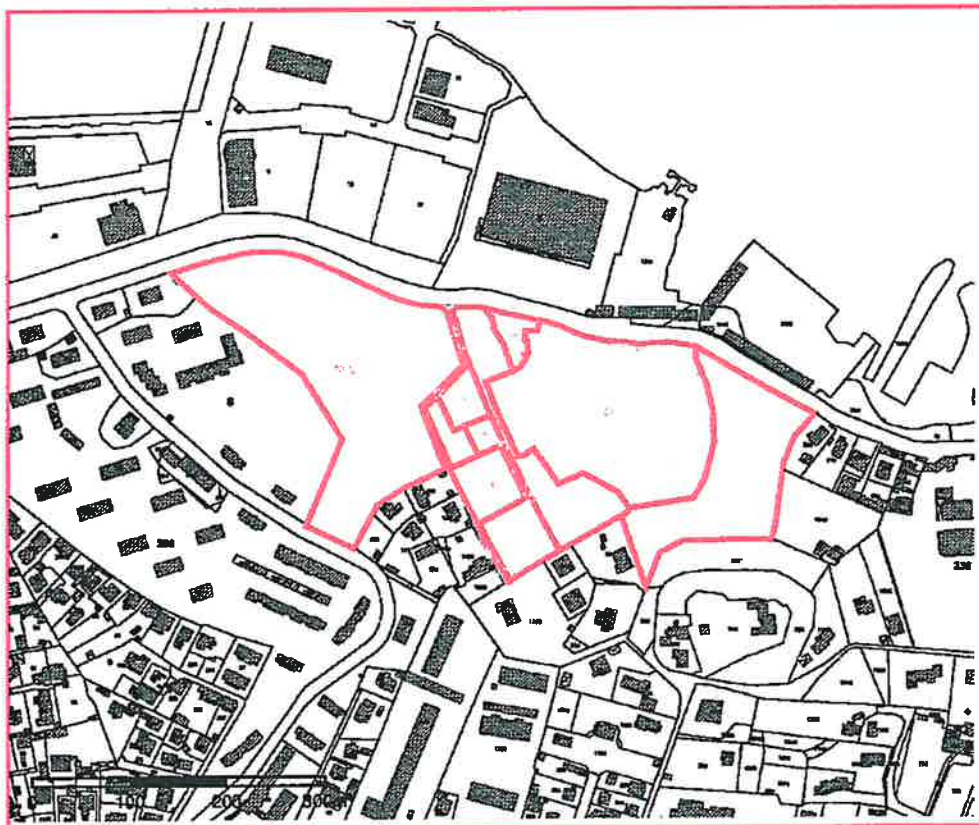
Documents

Cartographie



□ Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 83SIS06132



□ Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 83SIS06132



Identification

Identifiant 83SIS06133
Nom usuel RAFFINERIE du MIDI - ANCIEN DEPOT PETROLIER
Adresse Route de la Gare
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 04/05/2016

Description du site:

RAFFINERIE du MIDI - Ancien Dépôt Pétrolier à la Seyne - 83-

L'activité de cet ancien dépôt de produits pétroliers date de 1896, une autorisation d'exploitation ayant été délivrée en 1912.

Ce dépôt a été progressivement agrandi jusqu'à avoir en 1964 une capacité de stockage de 20 000 m³.

Il est implanté en zone industrielle de la Seyne sur une superficie d'environ 4,5 ha.

Son activité s'est arrêtée en 1994 .

Description qualitative:

Lors de la fermeture en 1994 de ce dépôt, les infrastructures ont été enlevées (réservoirs de stockage, postes de chargement des citernes routières).

En 1995, l'exploitant a fait réaliser par la société GEOSTOCK une étude de diagnostic du sous-sol qui a mis en évidence une contamination des sols par des hydrocarbures en un certain nombre de zones du terrain.

Le problème de l'affectation ultérieure du site étant resté en attente, l'industriel a tardé à présenter une proposition de réhabilitation.

En août 1998, l'exploitant a fait procéder à une étude complémentaire au diagnostic initial du site, par la société GESTER, assortie d'une estimation du coût des travaux nécessaires pour atteindre un niveau de décontamination inférieur ou égal à 500 mg/kg d'hydrocarbures dans les sols.

La question du devenir du site n'étant toujours pas réglée, la DRIRE a agi auprès de l'exploitant, fin 1999, afin qu'il prenne une décision. En mars 2000, il a choisi d'accepter ce niveau de décontamination de 500 mg/kg qui par sa sévérité, permet un usage ultérieur ambitieux des terrains. La partie haute exempte d'exploitation antérieure serait cédée à la Ville pour des logements; la partie basse objet de ces travaux serait cédée à la communauté urbaine de T.P.M. en relation avec le projet de tramway.

L'exploitant après appel d'offres a réalisé les travaux en 2002 selon les propositions et les solutions techniques retenues à cette fin pour un usage multi fonctionnel des terrains; le bilan des travaux a été remis .

La procédure d'institution de servitudes d'utilité publique a été finalisé par l'AP d'instauration de SUP le 16/06/2006

Du fait de l'absence de nappe sensible, il n'y a pas de suivi piézo;

Ce site ne nécessite plus d'action de l'administration chargée des installations classées. Cet ancien site industriel est répertorié depuis 2012 sur le site BASIAS.

Etat technique Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usage ou servitudes imposées ou en cours

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0012	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=83.0012

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection Terrains concernés à risques gérés

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 934164.0 , 6228214.0 (Lambert 93)

Superficie totale 36370 m²

Perimètre total 904 m

Liste parcellaire cadastral

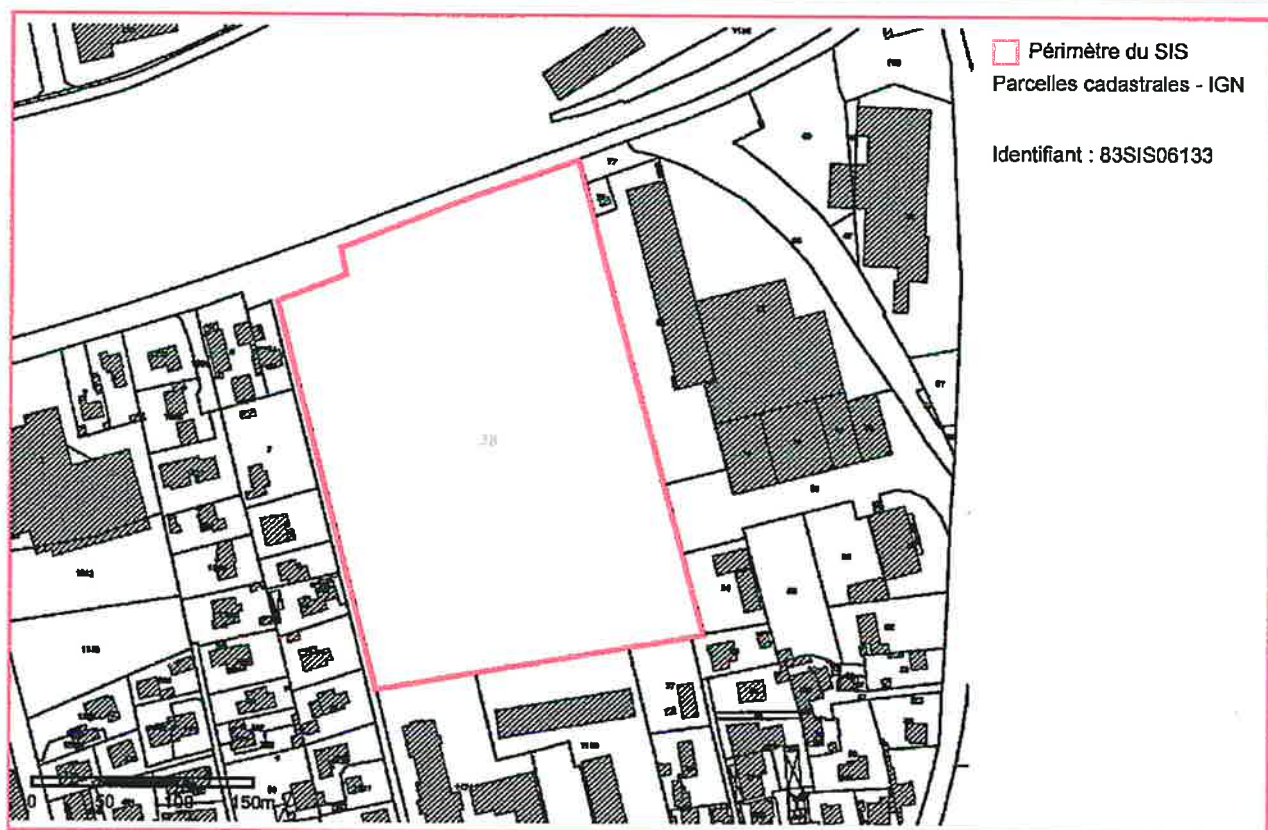
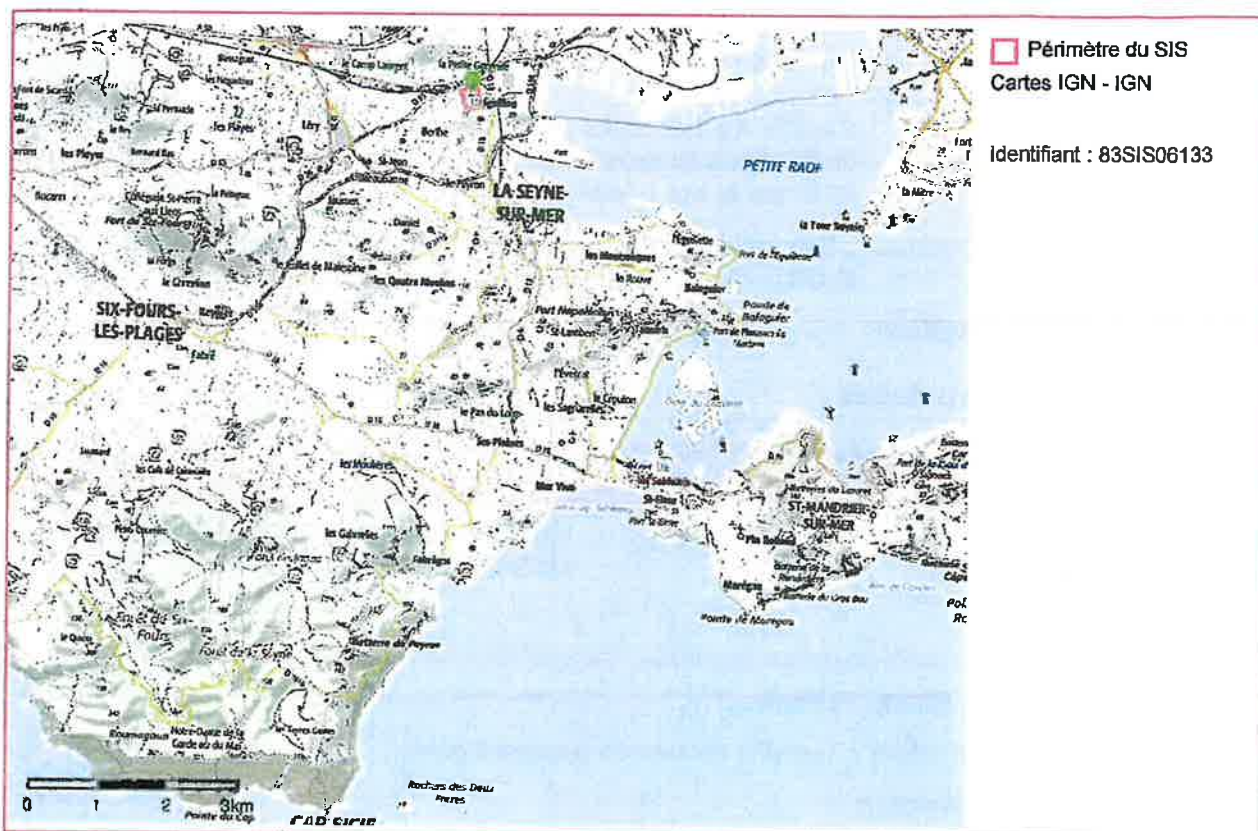
Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AD	38	08/08/2012

Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan-cartographique-83.0012--1		Oui

Cartographie





Identification

Identifiant 83SIS06347
Nom usuel Ancienne usine à gaz
Adresse Avenue Pierre Fraysse/ rue Henri Barbusse
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 08/06/2012

Description du site :

* Site de La Seyne sur mer -83-

Le terrain est situé au centre ville. Il a une superficie d'environ 10938 m² pour la partie exploitation . Le site a accueilli de 1864 à 1941/43 une usine fabriquant du gaz à partir de la distillation de la houille. Les activités de l'usine (d'une superficie de 7700 m²) ont été arrêtées en 1943. En 1943 le site a stocké le gaz produit à l'usine de Toulon La Loubière dans les gazomètres. Les installations de l'usine ont été démantelées.

Gaz de France et EDF n'ont jamais été exploitant de l'usine.

Actuellement, le site est occupé par EDF GDF Services (agence, parc de matériel, benne à déchets...).

A l'issue du protocole, un projet d'aménagement du site est à l'étude par la Ville.

Description qualitative :

Gaz de France a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère, répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis à vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de la population sur le site..).

L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usine à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Sur le site de l'ancienne usine à gaz de La Seyne sur mer, en classe 4 du protocole, ont été réalisés un diagnostic initial suivi d'un diagnostic approfondi en raison du réaménagement pour les besoins interne de l'entreprise. L'ensemble des études a consisté à effectuer des recherches historiques et documentaires, à rechercher des ouvrages

enterrés, à évaluer l'impact du site sur les ressources locales en eau (eaux souterraines et superficielles), à caractériser le sol superficiel pour évaluer les risques de contact direct et ceux liés à d'éventuelles émanations gazeuses et à caractériser le sol en profondeur.

Ces diagnostics, effectués par un bureau d'études à la demande de Gaz de France, ont mis en évidence l'existence d'une cuve à goudron contenant 160 tonnes de produits goudronneux ainsi qu'une zone de terre souillée aux goudrons et une cuve à solvant naphtha contenant 4m³ de solvant. Les cuves à goudron et solvant ont été vidées et nettoyées au début de l'année 1998. Le site ne présente pas de risques pour son usage actuel.

Les eaux souterraine ont été analysées au moment des études puis arrêtées du fait de l'absence d'impact avéré.

Ce site n'appelle plus d'actions de la part de l'administration et bascule vers BASIAS.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0022	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=83.0022

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 935157.0 , 6226564.0 (Lambert 93)

Superficie totale 10524 m²

Perimètre total 1130 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AP	433	
LA SEYNE SUR MER	AP	434	
LA SEYNE SUR MER	AP	436	

Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan-cartographique-83.0022--1		Oui

Cartographie



□ Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 83SIS06347



□ Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 83SIS06347



Identification

Identifiant 83SIS06677
Nom usuel Ecole maternelle Jean Jaurès
Adresse rue Boisselin
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 18/01/2018

La qualité des milieux au droit de l'école a potentiellement été influencée par d'anciennes activités recensées dans l'environnement de l'établissement. Les investigations réalisées dans le cadre de la démarche « établissements sensibles » (<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Demarche-Etablissements-Sensibles.html>) au droit de l'école ont mis en évidence que des composés volatils ont été quantifiés dans l'air des sols et l'air sous dalle de certains bâtiments. Toutefois, les aménagements actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions

Les diagnostics et études réalisées permettent de conclure que les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions. Néanmoins, des anomalies ont été mises en évidence et si des aménagements ou les usages des lieux venaient à être modifiés il faudrait vérifier la compatibilité des projets avec l'état des sols.

Etat technique

Observations

Références aux inventaires

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 934961.0 , 6226390.0 (Lambert 93)
Superficie totale 2208 m²
Périmètre total 245 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AO	576	24/01/2018

Documents

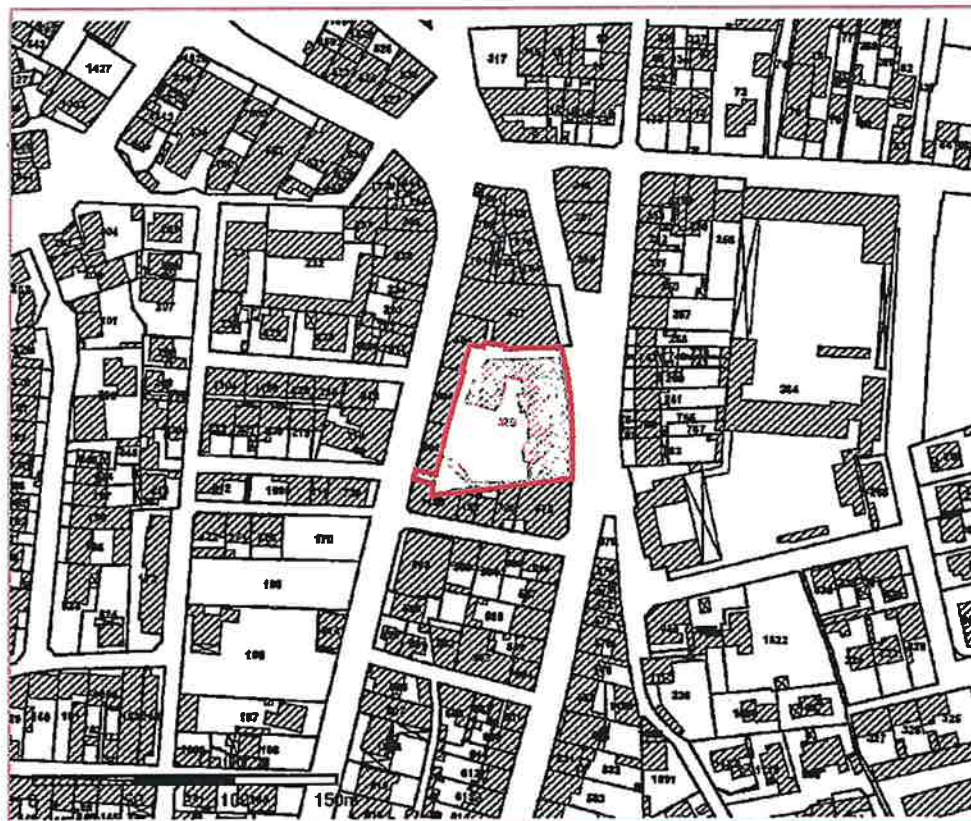
Titre	Commentaire	Diffusé
plan_carto_01		Oui

Cartographie



□ Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 83SIS06677



□ Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 83SIS06677

Annexe n°4 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés

Les travaux et aménagements prévus portent sur une valorisation des installations existantes et sur l'acquisition de matériels et d'outils nous permettant d'améliorer l'efficacité de nos opérations et l'attractivité du port de Toulon pour les clients, mais aussi de contribuer à adapter vos installations dans une démarche de transition énergétique, conformément aux ambitions de la CCI du Var, de la Métropole Toulon Provence mais aussi du groupe Vicat.

Nous vous prions de trouver ci-dessous la liste détaillée des investissements prévus

1 – Acquisition d'outils permettant l'accueil de vracs solides

Une partie importante des investissements prévus concerne l'acquisition de matériels permettant le déchargement de vracs solides en limitant considérablement les potentielles émanations de poussières lors des opérations.

Il s'agit de l'acquisition d'une trémie dépoussiérante fixe, d'un convoyeur capoté et d'un silo de déchargement dont le cahier des charges de fabrication sera défini au regard des infrastructures des installations existantes.

Les montants d'acquisition de cette trémie, ainsi que le convoyeur capoté nécessaire pour compléter cet outil, sont estimés à 1 535 000 €.

Le silo métallique permettant le chargement de la matière pour un post acheminement routier ou ferroviaire, nécessite un investissement dont le montant est estimé à 180 000 €.

Une benne étanche, outil nécessaire lors du déchargement de navires avec la grue portuaire représente un coût estimé à 90.000 €.

2 – Investissements de maintenance et de valorisation sur les installations existantes

Afin de valoriser et pérenniser les infrastructures existantes (hangars), nous avons prévu des travaux de bardage et des investissements neufs (équipement de portes rideaux coulissants, filtres à poussières dans les hangars) ; dont les couts sont estimés à plus de 220 000 € sur ces postes.

3 – Transformation énergétique outillage

Un montant d'investissement de plus d'un million d'euros est prévu, avec une acquisition de matériels de manutention et de mobilité équipés de motorisations innovantes et respectueuses de l'environnement (Hydrogène, B100 ...).

Les investissements prévus sont destinés à répondre aux demandes des clients, chargeurs, armateurs et pouvoirs publics afin d'atteindre les niveaux de productivité, de sécurité et de respect des réglementations environnementales actuelles.

Néanmoins, afin de s'adapter à toute évolution de notre environnement marché ou réglementaire : par exemple pour répondre aux demandes marchés ou aux demandes de clients importants nécessitant des investissements spécifiques, nous vous proposons de faire un point d'activité annuel, qui pourra nous permettre de faire évoluer la nature et le calendrier des investissements prévus aujourd'hui, sans en remettre en cause le montant.

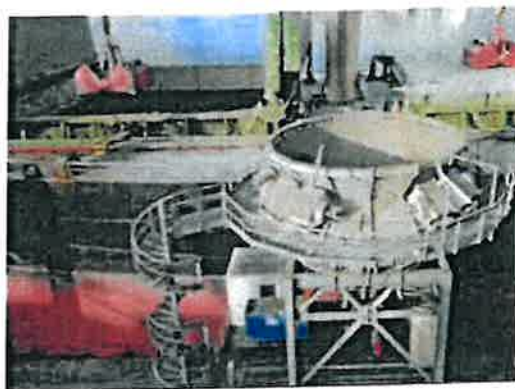
Vous trouverez ci-après une synthèse détaillant les investissements prévus en matériels pour le déchargement de vracs solides et leurs localisations sur le site Industriale-Portuaire de Bregailon.

PARAPHE


Le Bénéficiaire

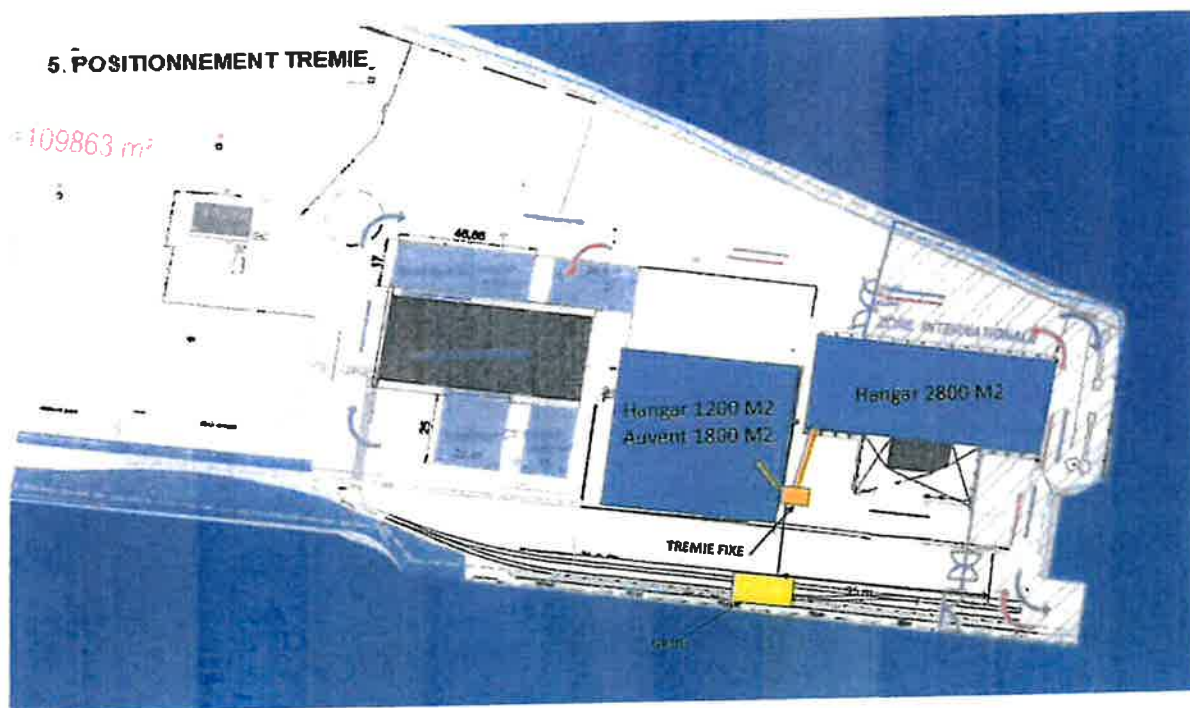
4. PROCESS DECHARGEMENT VRAC

- ☐ Le produit vrac est déchargé dans la trémie dépoussiérante fixe.
- ☐ La grue est équipée d'une benne étanche pour les produits fin.
- ☐ Le produit est ensuite acheminé depuis la trémie vers les hangars par bande transporteuse capotée.
- ☐ Le produit est stocké sous hangar.
- ☐ Le rechargement du produit dans des citernes routières se fait sous hangar via un silo de rechargement.



C.G.M.V.

5. POSITIONNEMENT TREMIE



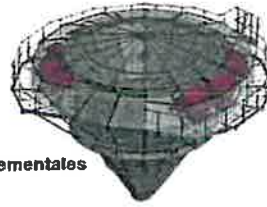
PARAPHE

PP

Le Bénéficiaire

6. TREMIE DEPOUSSIERANTE

- ❑ Lors des opérations de déchargement de bateaux et à l'aide d'un système d'aspiration centralisé de la trémie, les émanations de poussières sont aspirées sur la zone du cône de déchargement.
- ❑ Ce système permet de décharger dans le respect des **contraintes environnementales**



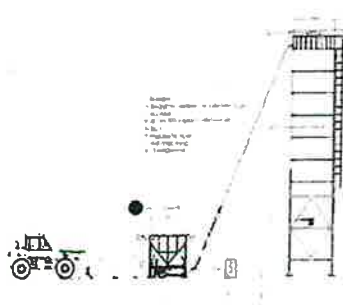
7. BENNE ETANCHE

- ❑ Conçu avec des coques et équipée d'un joint ce matériel permet d'éviter la perte de matière et les fuites de produit.
- ❑ Les opérations se déroulent ainsi dans le respect des **contraintes environnementales**.



8. SILO RECHARGEMENT SOUS HANGAR

- ❑ Cette installation permet de recharger les citernes étanches sans émanation de poussières



PARAPHE

PP

Le Bénéficiaire

Annexe n°5 : Coûts des travaux par grands postes de dépense

1- Acquisition d'outils permettant l'accueil de vracs solides

<input type="checkbox"/> Trémie dépoussiérante	1 100 K€
<input type="checkbox"/> Convoyeur capotée	435 K€
<input type="checkbox"/> Silo de rechargement	180 K€
<input type="checkbox"/> Portes rideaux coulissants	60 K€
<input type="checkbox"/> Benne étanche	90 K€


2- Investissements de maintenance et de valorisation sur les installations existantes

<input type="checkbox"/> Bardages	60 K€
<input type="checkbox"/> Filtres poussières hangar	95 K€

3- Transformation énergétique outillage

<input type="checkbox"/> Etudes	100 K€
<input type="checkbox"/> Motorisations H2	1 050 K€
<input type="checkbox"/> Motorisation chargeuses B 100	50 K€

PARAPHE


Le Bénéficiaire

Annexe n°6 : Calendrier pour la réalisation des travaux

Période 2021 – 2026

Acquisition de matériels pour le déchargement de marchandises en vrac solide.
Investissements de maintenance et de valorisation sur les installations existantes

Période 2026 – 2031

Acquisition de matériels pour le déchargement de marchandises en vrac solide.
Transformation énergétique outillage
Investissements de maintenance et de valorisation sur les installations existantes

Période 2031 – 2036

Transformation énergétique outillage
Investissements de maintenance et de valorisation sur les installations existantes

Période 2036 – 2041

Transformation énergétique outillage
Investissements de maintenance et de valorisation sur les installations existantes

PARAPHE

PP
Le Bénéficiaire